

Les écoles de management se cherchent de nouvelles valeurs

Sandrine Hochstrasser

Un conseil des doyens milite pour des cursus plus «durables». L'éducation présente des lacunes, en termes de compétence et de valeur, prévient-il.

Les business schools sont-elles responsables de la crise financière?

«Beaucoup d'institutions ont adopté la culture du capitalisme basé sur une prise de risques maximale, ignorant les questions d'éthique et de création de valeurs sur le long terme», accusait à l'époque Séan Rickard, directeur des MBA de la Cranfield School of Management, dans [The Independent](#).



Ce n'est pas le seul responsable académique à avoir sonné l'alarme. Pour la doyenne de la Business School Lausanne (BSL), Katrin Muff, l'heure est au changement. «Il faut dépasser la pensée en silo: les écoles doivent inclure de nouveaux acteurs – comme les ONG –, tant au niveau des élèves que des professeurs, pour enrichir l'enseignement.»

Afin d'accompagner cette prise de conscience dans les business schools, la responsable de l'école privée, ainsi que l'ancien vice-recteur de l'Université de Saint-Gall, le professeur Thomas Dyllick, ont fondé l'été dernier un conseil mondial des doyens, le [World Business School Council for Sustainable Business](#), avec deux responsables de l'Université Concordia au Canada.

Ils organisent une première rencontre les 11 et 12 avril à New York avec une trentaine de doyens, directeurs et experts de l'éducation, venus des quatre coins du monde.

Leur objectif: présenter un plan d'action pour un enseignement plus responsable lors du sommet des Nations unies sur le développement durable, à Rio en 2012. «Nous voulons donner une nouvelle impulsion aux business schools, comme l'ont fait les rapports des Fondations Ford et Carnegie dans les années 1950», espère Katrin Muff.

Encore au stade d'avant-projet, le document lance déjà plusieurs pistes de réflexion. «L'éducation présente des lacunes, en termes de compétence et de valeur.» Les critères des accréditations délivrées aux business schools devraient être révisés, proposent notamment les auteurs. La recherche dans les écoles est trop étroite et manque de pertinence pratique, ajoutent-ils. Ces derniers saluent d'ailleurs le British Journal of Management qui mesure l'impact social des articles avant de les sélectionner.

A l'avenir, cinq business schools exemplaires – une sur chaque continent – pourraient incarner cette vision de l'école idéale, souhaite la doyenne.

A l'avenir, cinq business schools exemplaires – une sur chaque continent – pourraient incarner cette vision de l'école idéale, souhaite la doyenne.

Il ne s'agit pas que de vœux pieux. Le changement est déjà palpable dans les milieux académiques. Les bastions du management adoptent aujourd'hui les nouvelles tendances en matière de responsabilité sociale et de respect de l'environnement. «La pression vient des grandes entreprises. Elles ont toutes des défis énergétiques, des problèmes de durabilité ou de réputation, et recherchent des gens qui peuvent les résoudre», reconnaît Guido Palazzo, professeur en éthique des affaires à l'Université de Lausanne.

Après le lancement cet hiver de la formation conjointe entre l'IMD et le WWF, c'est au tour de HEC Saint-Gall de préparer un nouveau diplôme en sustainable business avec la BSL. Des ONG participeront à l'enseignement, qui se veut proche du terrain (voir encadré).

A HEC Lausanne, les cours d'éthique étaient facultatifs pour la plupart des étudiants. Cette année, ils sont obligatoires dans tous les programmes de management. La faculté de l'Université de Lausanne consacre d'ailleurs son centenaire à cette thématique et publie un ouvrage sur le management responsable*.

Pour Bernard Morard, doyen de HEC Genève, cette tendance n'est pas nouvelle – les premiers cours d'éthique ont près de 10 ans – mais elle se renforce. La faculté a d'ailleurs lancé l'année dernière un nouveau master en normalisation, régulation et développement durable, en partenariat avec la Fondation ISO, précise-t-il.

En 2011, près de 22 universités à travers le monde proposeront le Master in Development Practice, financé par la fondation américaine MacArthur. En France, c'est l'École des affaires internationales de l'Université de Paris qui offre désormais ce cursus dédié aux défis écologiques et sociaux. «Les temps sont mûrs pour le changement», se réjouit Katrin Muff, doyenne de la Business School Lausanne.

*Pour un management responsable au XXIe siècle, ouvrage collectif dirigé par Guido Palazzo et Maia Wentland Editions Pearson, 248 p. Sortie le 15 avril 2011

HEC Saint-Gall prépare une formation «verte»

En partenariat avec la BSL, l'Université alémanique élabore un nouveau diplôme en «Sustainable Business»

Sandrine Hochstrasser

Consacré aux défis environnementaux et sociaux, le diplôme of advanced studies (DAS) entend «préparer les leaders aux challenges à venir ces prochaines décennies». Initiée par l'Université de Saint-Gall et la Business School Lausanne (BSL), cette formation postgrade devrait débuter en septembre, mais attend encore l'aval de la commission sur l'éducation permanente de l'alma mater alémanique.

Le diplôme s'adresse à tous les professionnels qui veulent réorienter ou faire évoluer leur carrière. «Nous voulons permettre aux participants d'intégrer une stratégie durable au sein de leur entreprise», explique Katrin Muff, doyenne de la BSL.

Répartie sur une année, à temps partiel (26 jours au total), la formation allie des cours sur le management du changement et sur les défis du développement durable. Les enseignements seront dispensés par des intervenants de divers horizons (professeurs, ONG, consultants, avocats, médias, etc.).

Les deux écoles, qui collaboraient déjà pour des travaux de recherche, souhaitent offrir une formation proche du terrain. Alors que la réputée HEC de Saint-Gall apporte son expertise dans le management du changement, «la BSL contribue à l'ouverture, à l'aspect plus pratique et créatif de l'enseignement», se réjouit Thomas Dyllick, directeur de l'Institut d'économie et d'écologie à l'Université de Saint-Gall.

Les cours sont divisés à parts égales entre les deux établissements. Mais la moitié des modules seront donnés à l'extérieur, dans des entreprises, des associations ou en «pleine nature».